



Journée d'action mondiale le 7 octobre 2008

MOBILISATION UNITAIRE en Ile de FRANCE

La crise du système financier international, la poussée de l'inflation nourrie par l'envolée des cours des matières premières, la hausse des prix alimentaires...sont les répercussions de la concurrence exacerbée à laquelle se livrent les grandes multinationales de l'industrie, de la finance et de la distribution, avec le concours des politiques d'austérité sociales et salariales des gouvernements acquis au libéralisme, pour s'approprier et régenter les richesses du Monde...

Quand on réduit l'impôt des ménages les plus aisés, quand on «aide» l'entreprise sans contrôle, quand on privatise des services publics, et quand on a un Etat qui, de plus en plus se nourrit du produit de ces privatisations, ce sont bien les gouvernements dont celui de la France qui ont nourrit le développement de la spéculation financière pour aboutir à la crise financière que nous connaissons aujourd'hui.

L'attente d'une revalorisation des salaires se fait de plus en plus pressante. De nombreux postes de dépenses connaissent des augmentations importantes sans que les salaires suivent. Confronté aux situations réelles, le slogan de Nicolas Sarkozy «travailler plus pour gagner plus » a définitivement perdu toute crédibilité.

Le mécontentement l'exaspération doit se transformer en capacité de luttes revendicatives fortes pour véritablement changer le cours des choses.

Exiger des réponses

C'est incontournable : la rémunération du travail est de la responsabilité du patronat. Dans un nombre non négligeable d'entreprises, des luttes revendicatives ont débouché sur des augmentations de salaire significatives.

De toute urgence, la politique gouvernementale doit abandonner les faux semblants et mettre le patronat face à ses responsabilités en matière de revalorisation des salaires. Les richesses créées par le travail dans les entreprises doivent d'abord et surtout bénéficier aux salariés, aux investissements utiles pour le développement des activités industrielles et des services publics et non à augmenter seulement les dividendes des actionnaires.

D'autres fortes préoccupations appellent de nouvelles réponses sociales :

- Les conditions de départ en retraite et le niveau des pensions dégradés à la suite des réformes de 1993 et 2003, avec menaces de nouveaux reculs ;
- La couverture des dépenses de santé par la sécurité sociale qui sont largement amputées par les franchises médicales et le « déremboursement » des médicaments ;
- La remise en cause de l'organisation du temps de travail dans les entreprises, après l'adoption par le Parlement du projet gouvernemental de déréglementation du code du travail...



Le 7 octobre, journée d'action revendicative mondiale,

Le mardi 7 octobre doit être une puissante journée nationale d'action unitaire rassemblant tous les salariés, retraités et chômeurs notamment en Ile de France.

Elle se situe dans un contexte revendicatif à l'échelle mondiale, où la Confédération Syndicale Internationale appelle les salariés de tous les pays à faire du 7 octobre une grande journée d'actions pour « le travail décent ».

Que ce soit dans les pays développés ou dans les pays pauvres, les bas salaires, **c'est indécent !** La spéculation financière **c'est indécent !** Le travail qualifié non reconnu, **c'est indécent !** L'inégalité entre les femmes et les hommes, **c'est indécent !** La précarité et le chômage, **c'est indécent !** L'absence ou le recul de la protection sociale, **c'est indécent !** La remise en cause des droits sociaux, **c'est indécent !**

L'indécence atteint son comble quand, dans tous les pays, les salariés vivent ces situations parfois même de manière dramatique, subissant le dumping social au nom de la mondialisation libérale !



LE 7 OCTOBRE A 15H30

A l'appel des organisations
syndicales régionales,
CGT, CFDT, CFE-CGC,
UNSA, FSU et Solidaires

**Grande manifestation
interprofessionnelle**

Du métro Alma-Marceau à la
place du Trocadéro, lieu du
**rassemblement
de lutte et
de solidarité internationales**



Pour un **syndicalisme de conquête et solidaire**, je me syndique à

Je souhaite un rendez-vous Je me syndique

www.ulcgtssaintdenis.fr



NOM : PRENOM : AGE : TEL :

ADRESSE :

Email : ENTREPRISE :

Fax : 01 55 84 41 09 - Email : contact@ulcgtssaintdenis.fr

Tél : 01 55 84 41 13/14

Bulletin à retourner à : Union Locale CGT 9/11 rue Génin 93200 Saint-Denis.